



Le FGDR a pour mission de protéger et d'indemniser les clients en cas de défaillance de leur établissement bancaire ou prestataire de services d'investissements. Créé par la loi du 25 juin 1999 sur l'épargne et la sécurité financière, il intervient à la demande des autorités de supervision du secteur bancaire et financier soit en amont, en intervention préventive ou de « résolution » des crises bancaires, soit en indemnisation au moment de la défaillance d'un établissement. Au 09/09/2024, il couvre 1181 établissements adhérents, et gère quatre mécanismes de garantie: la garantie des dépôts, la garantie des titres, garantie des cautions et la garantie des services de gestion. **Opérateur de crise bancaire au service d'une finance responsable, le FGDR est un acteur clé au service de la stabilité du système bancaire français.**

[www.garantiedesdepots.fr](http://www.garantiedesdepots.fr)

**CONTACT :**

Sylvie Godron, Direction de la communication FGDR  
[sgodron@garantiedesdepots.fr](mailto:sgodron@garantiedesdepots.fr) – 06 71 31 21 22

**Anthony REQUIN** est depuis le 13 novembre 2024 Président du Directoire du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR).

## Biographie

Né en juillet 1970, diplômé de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP) et de l'École nationale d'administration (ENA), **Anthony Requin** a occupé diverses fonctions au sein de la direction générale du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de 1998 à 2015, notamment au sein du service des affaires multilatérales et du développement, du service de financement de l'économie et de l'Agence France Trésor, dont il a occupé la fonction de directeur général de 2015 à 2021.

Au cours de sa carrière, il a également occupé des fonctions de conseiller au Fonds Monétaire International (FMI), et d'administrateur suppléant pour la France au sein du groupe de la Banque Mondiale. Il a par ailleurs été co-président du Club de Paris. Nommé inspecteur général des finances en 2021, il coordonnait depuis mai 2024 l'aide financière à la Nouvelle-Calédonie pour en assurer la stabilisation économique et la reconstruction.